

COMPTE-RENDU FINANCIER

Exercice 2023

RAPPORT du Directeur Comptable et Financier sur les comptes 2023

COMPTE-RENDU FINANCIER DE L'EXERCICE 2023

	Pages
PREAMBULE	3
✧ ✧ ✧ ✧ ✧ ✧	
1. LES CHIFFRES CLEFS	4
✧ ✧ ✧ ✧ ✧ ✧	
2. LES FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE	5-6
✧ ✧ ✧ ✧ ✧ ✧	
3. TABLEAUX DE SYNTHESE GENERAUX	7-15
✧ ✧ ✧ ✧ ✧ ✧	
4. LE BILAN CONSOLIDE	16-20
✧ ✧ ✧ ✧ ✧ ✧	
5. LES INVESTISSEMENTS	21-24
✧ ✧ ✧ ✧ ✧ ✧	
6. BILAN ET COMPTE DE RESULTAT 2023	25-27

PREAMBULE

Le présent rapport a pour objet de porter par le biais d'un résumé chiffré, un regard à la fois rétrospectif et synthétique sur l'activité et le patrimoine de l'UGECAM Alsace au 31/12/2023.

Les montants figurant dans le présent compte-rendu financier font abstraction des opérations réciproques passées entre le siège et les établissements, voire entre établissements. Ce choix est conforme aux modalités de présentation des états financiers des UGECAM. Il a aussi pour but de ne pas accroître de manière artificielle les charges et les recettes.

Depuis l'entrée en phase opérationnelle de la certification des comptes (2016), les états financiers de synthèse et les annexes sur les comptes ont été certifiés sans réserve de manière continue entre 2016 et 2021. Le mandat de six ans du commissaire aux comptes (Grant Thornton) s'est achevé avec leur intervention sur l'exercice 2021. Dans un souci de similarité des durées d'intervention du commissaire aux comptes dans les années à venir, le CNAM a décidé que le prochain mandat du commissaire aux comptes sera homogène entre toutes les UGECAM et courra désormais sur la période 2024-2029. Pour ne pas perdre les acquis de la certification des comptes, l'UGECAM Alsace a opté pour le recours au dispositif d'audit financier durant la période charnière 2022-2023 permis par la réglementation. Ce mécanisme se caractérise par la conduite d'audits de nature financière dans des conditions proches et à niveaux d'exigence similaires à ceux de la certification des comptes. Le référencement en juillet 2022 du cabinet Grant Thornton par l'UGAP a conduit l'UGECAM Alsace à retenir ce prestataire externe pour réaliser les audits financiers pendant les deux exercices susmentionnés.

La mission du cabinet Grant Thornton en tant qu'auditeur financier présente de grandes similarités par à ses interventions précédentes comme commissaire aux comptes. Les comptes produits par l'organisme continuent à être analysés en deux temps, sous le prisme du contrôle interne lors de leur première intervention, puis en s'appuyant sur le dossier de clôture des comptes produit par l'UGECAM.

Par ailleurs, une norme réglementaire apparue au cours du second semestre 2022 fait obligation aux organismes de sécurité sociale et, par extension, aux UGECAM, de présenter aux membres du Conseil un compte-rendu de la démarche de contrôle interne par le biais d'un tableau de bord. Cette démarche sera maintenue sur 2023.

Alors que la première version de ce rapport présentait un caractère provisoire, puisque l'UGECAM Alsace restait dans l'attente de la dernière notification de crédits afférente à l'exercice 2023 et devait encore provisionner la créance envers les HUS concernant le CMCO, ces opérations ont été matérialisées à la fin du mois de mai. Ce rapport reproduit donc des comptes 2023 qui sont considérés comme définitifs.

Au-delà l'énumération de ces faits, je tiens à exprimer ma gratitude et mes sincères remerciements au personnel de l'agence comptable, des services administratifs du siège et des établissements pour le travail accompli tout au long des opérations de clôture. Je vous invite, maintenant, à prendre connaissance de ce rapport sur les comptes annuels 2023 de l'UGECAM Alsace.

Le Directeur Comptable et Financier

Hervé GRAMOND

1. LES CHIFFRES CLEFS

1.1 Dépenses par titre (tous budgets)

Euros						
DEPENSES BUDGETAIRES	2023	%	2022	%	2021	%
Groupe 1 : Frais de personnel	110 432 800	65%	109 272 224	68%	106 777 707	68%
Groupe 2 : Dépenses médicales	7 846 829	5%	7 351 551	5%	7 647 267	5%
Groupe 3 : Frais hôteliers et généraux	36 052 582	21%	32 595 165	20%	32 065 603	20%
Groupe 4 : Amortissements et provisions	15 196 480	9%	10 957 295	7%	11 665 832	7%
TOTAL	169 528 692	100%	160 176 235	100%	158 156 409	100%

NB : les montants figurant dans le tableau ci-dessus sont des données d'ordre budgétaire.

1.2 Dépenses UGECAM par titre (neutralisation des refacturations aux HUS)

Les tableaux suivants présentent les dépenses nettes découlant de l'exploitation de l'UGECAM après neutralisation des charges liées à la mise à disposition des HUS de personnel et de locaux, charges qui, pour l'essentiel, font l'objet d'une refacturation aux HUS.

Euros				
DEPENSES BUDGETAIRES 2023	Total	Facturation aux HUS	PSE	Dépenses nettes UGECAM
Groupe 1 : Frais de personnel	110 432 800	4 935 931	-	105 496 869
Groupe 2 : Dépenses médicales	7 846 829	-	-	7 846 829
Groupe 3 : Frais hôteliers et généraux	36 052 582	270 198	-	35 782 384
Groupe 4 : Amortissements et provisions	15 196 480	6 806 990	-	8 389 490
TOTAL	169 528 692	12 013 120	-	157 515 572

Euros				
DEPENSES BUDGETAIRES 2022	Total	Facturation aux HUS	PSE	Dépenses nettes UGECAM
Groupe 1 : Frais de personnel	109 272 224	5 734 425	-	103 537 798
Groupe 2 : Dépenses médicales	7 351 551	578	-	7 350 973
Groupe 3 : Frais hôteliers et généraux	32 595 165	262 512	-	32 332 653
Groupe 4 : Amortissements et provisions	10 957 295	1 647 489	-	9 309 807
TOTAL	160 176 235	7 645 004	-	152 531 232

Les charges nettes de l'UGECAM varient de : 3,3%

2. LES FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Les principaux faits marquants de l'exercice présentant un impact sur l'activité de l'agence comptable, ainsi que sur le montant des recettes et des charges de l'UGECAM Alsace sont décrits à la suite.

2.1. Provisionnement des droits à congés acquis par les salariés en arrêt-maladie de longue durée

Suite aux arrêts rendus en septembre 2023 par la Cour de Cassation ouvrant droit à l'acquisition de congés payés pendant un arrêt de travail pour maladie ou accident non-professionnel, le Conseil Constitutionnel, saisi de plusieurs Questions Prioritaires de Constitutionnalité (QPC), a validé le 08/02/2024 les nouvelles dispositions du Code du travail sur les congés payés et la maladie en considérant que celles-ci ne portaient pas atteinte aux droits à la protection de la santé et au repos, ni au principe d'égalité.

La validation par le Conseil Constitutionnel du principe de l'acquisition des droits à congés pendant les arrêts maladie de longue durée a donné lieu à la constitution de provisions, conformément à la ligne directrice adoptée par l'ensemble des régimes de sécurité sociale pour leurs salariés.

Les règles de calcul fixées par la CNAM ont conduit au provisionnement des dossiers concernés sur la base des données d'absence figurant dans le logiciel GRH et d'un nombre de jours acquis de 27 par an, avec une antériorité allant jusqu'à 3 ans (2019) et en appliquant des taux de provisionnement différenciés entre les salariés toujours à l'effectif (100%) et ceux ayant quitté l'organisme (60%). L'application simultanée de ces différents critères a conduit au provisionnement des dossiers concernés pour un montant de l'ordre de **330 K€**.

2.2. Provisionnement des crédits pour primes de pouvoir d'achat exceptionnelles non affectées (mesures Guérini)

Conformément aux consignes données par la CNAM, les crédits reçus et non affectés par les UGECAM destinés à couvrir le paiement des primes de pouvoir d'achat exceptionnelles versées en octobre 2023 aux agents de la fonction publique hospitalière (et aux salariés des ESPIC) ont dû faire l'objet d'un provisionnement. Pour l'UGECAM Alsace, les crédits correspondants reçus et non-affectés ont été valorisés pour un montant de **130 K€** et ont donné lieu à la constitution d'une provision sur le compte 1518 pour ce même montant.

2.3. Reclassement de la plupart des subventions d'investissement

En accord avec les changements apportés à la norme N°20 CNOCP concernant les subventions d'investissement, leurs modalités de comptabilisation ont connu une évolution en 2023. En effet, cette norme distingue les subventions d'investissements non affectées, qui ont vocation à rester sur des comptes à racine 1026XX, des subventions d'investissement destinées à l'acquisition de biens individualisés, lesquelles doivent être comptabilisées sans exception sur des comptes 131/138 et faire l'objet d'un amortissement annuel. Cette distinction a conduit l'UGECAM Alsace à analyser finement l'ensemble des subventions d'investissement enregistrées sur des comptes à racine 1026XX et reclasser sur les comptes 131/138 les subventions d'investissement servant à financer précisément des biens individualisés. Il en a résulté le reclassement sur des comptes 131/138 de près de 3.123 K€ de subventions d'investissement initialement imputées sur le compte 102688. Cette

opération de reclassement a été suivie par l'enregistrement du rattrapage des amortissements des subventions reclassées pour un montant de **619 K€**.

2.4. Dossier du CMCO

En 2023, l'UGECAM Alsace a engagé des échanges avec les HUS en vue d'une cession anticipée du bâtiment abritant le CMCO. Ces échanges se sont notamment caractérisés par la proposition en juin 2023 d'une cession de ce bâtiment pour un montant équivalent à sa valeur nette comptable qui s'accompagnerait d'un transfert des crédits de l'article 50 affectés à ce bien non remontés à la CNAM. Cette solution présentait les avantages de sa neutralité sur les comptes de l'UGECAM Alsace et de permettre aux HUS de réaliser à long terme des économies sur les loyers et la taxe foncière attachés à ce bâtiment, tout en minimisant le recours à l'emprunt pour acquérir ce bien grâce aux crédits de l'article 50 que l'UGECAM Alsace aurait transférés. Cette solution supposait toutefois une modification du contrat d'avenir des HUS.

Malgré l'intérêt de cette proposition, les HUS ont décliné celle-ci en août 2023 et ont réitéré leur demande d'une réduction du loyer annuel de ce bien pendant une période de 10 ans. Devant cette situation de blocage, l'UGECAM Alsace a saisi l'ARS Grand-Est en octobre 2023 dans le but d'obtenir un arbitrage. La saisine de l'ARS Grand-Est est intervenue peu après le remboursement par les HUS des taxes foncières des exercices 2019 à 2022.

La réunion d'arbitrage a eu lieu en décembre 2023. La décision d'arbitrage rendue par l'ARS Grand-Est en janvier 2024 est favorable à l'UGECAM Alsace. Néanmoins, le protocole d'arbitrage n'a été signé à ce jour que par l'UGECAM Alsace. Les rencontres avec la direction des HUS qui ont eu lieu en avril 2024 n'ont pas permis de trouver de point d'accord. Malgré les dernières démarches entreprises par la direction de la CNAM en direction de la DGOS et, ensuite, de l'ARS Grand-Est, l'échéance de remontée des comptes 2023 fixée au 31/05/2024 a fait que notre organisme n'a pas eu d'autre que de provisionner cette créance pour un montant de 5.147 K€ intégrant les loyers 2021-2023 non payés et les intérêts de retard calculés sur ceux-ci.

2.5. Cession non aboutie du Muesberg

La première promesse de vente du site du Muesberg est devenue caduque le 31/12/2022 du fait de l'impossibilité pour l'association « Avenir du Muesberg » d'obtenir un financement bancaire pour l'achat de celui-ci et sa rénovation complète. La seconde offre présentée par cette association en février 2023 en partenariat avec la SCI AXENTIA a été déclinée par l'UGECAM en raison des conditions suspensives attachées à cette dernière. Une procédure contentieuse a été engagée en 2023 envers cette association pour lui faire quitter les lieux et obtenir le paiement des indemnités d'occupation non réglées.

L'UGECAM Alsace a ensuite mandaté deux agences immobilières, dont l'une spécialisée dans les biens « atypiques » pour commercialiser le bâtiment principal du site du Muesberg et ses biens immobiliers annexes (ex : logements). Un acquéreur potentiel spécialisé dans l'organisation de séminaires d'entreprises a été identifié par notre mandat, mais celui-ci s'est finalement désisté de son projet d'achat. Les logements situés aux alentours du site ont, en revanche, trouvé un candidat à leur acquisition.

2.6. Fermeture du site du Schimmel

Après la fermeture temporaire de l'établissement SSR du Schimmel intervenue en août 2022, la fermeture définitive de cette structure a été actée en 2023. Les capacités d'hébergement et de prise en charge de patients seront redéployées sur Mulhouse.

3. TABLEAUX DE SYNTHÈSE GÉNÉRAUX

Les tableaux de synthèse généraux reproduisent les recettes et les dépenses réalisées dans les établissements.

Ils correspondent à une présentation simplifiée des comptes de résultats, mettant en exergue les charges et les produits de chacun des établissements.

Ces tableaux permettent de vérifier, pour chacun des établissements et par catégorie d'établissement, si les différentes recettes perçues couvrent les charges induites par l'activité.

3.1. Ventilation des dépenses, des recettes et des résultats

Observations liminaires

Conformément aux instructions budgétaires et comptables M21 et M22, les comptes de résultats des établissements appartenant à l'UGECAM Alsace sont présentés par titre ou par groupes fonctionnel en fonction de la catégorie dont ils relèvent.

Pour les établissements sanitaires, les dépenses et les recettes se répartissent par titre selon la classification ci-dessous issue de l'instruction M21.

DEPENSES		RECETTES	
Titre 1	Dépenses de personnel	Titre 1	Produits versés par l'assurance maladie
Titre 2	Dépenses médicales	Titre 2	Autres produits hospitaliers
Titre 3	Dépenses générales et hospitalières	Titre 3	Autres produits
Titre 4	Amortissements, provisions et charges exceptionnelles		

Pour les établissements médico-sociaux, les charges et les recettes se répartissent par groupes fonctionnels, selon la classification suivante issue de l'instruction M22.

DEPENSES		RECETTES	
Groupe 1	Dépenses d'exploitation courante	Groupe 1	Produits de la tarification
Groupe 2	Dépenses de personnel	Groupe 2	Autres produits d'exploitation
Groupe 3	Dépenses de structure	Groupe 3	Produits financiers et non encaissables

3.1.1. Présentation du résultat net

Après comptabilisation des crédits de financement figurant dans les notifications C4 et de la provision pour dépréciation de la créance sur les HUS concernant le CMCO, le résultat net global s'établit à **-6.181 K€** et se dégrade de **-81%** par rapport au résultat déficitaire enregistré l'année précédente (-3.417 K€).

Ce résultat déficitaire s'explique par la dégradation du résultat d'exploitation qui passe de -3.549 K€ en 2022 à -6.768 K€ l'année dernière, en variation de -91%. Cette situation est largement attribuable au provisionnement de la créance sur les HUS concernant le CMCO, puisque celle-ci entre en ligne de compte à hauteur de -5.147 K€ dans le résultat déficitaire 2023. En faisant abstraction de celle-ci, le résultat 2023 aurait été déficitaire de -1.033 K€. Les excédents combinés du résultat financier (+318 K€) et du résultat exceptionnel (+331 K€) demeurent insuffisants pour compenser le résultat d'exploitation déficitaire.

La décomposition ci-après du résultat net par **soldes intermédiaires de gestion** est présentée à la suite.

	2023	2022	2021	Evol. *
Charges d'exploitation	151 233 309	142 275 084	143 140 459	6%
Produits d'exploitation	144 465 426	138 726 157	139 261 025	4%
Résultat d'exploitation (I)	- 6 767 883	- 3 548 928	- 3 879 434	91%
Charges financières	15 059	16 572	17 372	-9%
Produits financiers	333 291	55 906	45 643	496%
Résultat financier (II)	318 232	39 334	28 271	709%
Charges exceptionnelles	537 767	1 055 070	257 058	-49%
Produits exceptionnels	869 205	1 173 985	719 467	-26%
Résultat exceptionnel (III)	331 438	118 915	462 409	179%
Impôts (IV)	62 549	26 657	65 112	135%
Résultat net (I + II + III + IV)	- 6 180 762	- 3 417 335	- 3 453 866	81%

* : évolution 2023/2022 en pourcentage

Les principaux facteurs qui sous-tendent ces évolutions sont exposés à la suite, pour chacun des soldes intermédiaires de gestion de ce tableau.

3.1.1.1. Résultat d'exploitation

Celui-ci est obtenu par différence entre, d'une part, les recettes liées à l'activité courante de l'UGECAM et, d'autre part, les charges correspondant à son cycle d'exploitation. Le résultat d'exploitation se détériore et ressort pour un montant de **-6.768 K€**, contre -3.549 K€ antérieurement, en variation de **-91%**. Les charges et les produits d'exploitation s'inscrivent tous les deux en hausse.

☞ Charges d'exploitation

L'ensemble des charges d'exploitation s'est élevé à **151.233 K€** en 2023, contre 142.275 K€ précédemment, en hausse de **+6%**. Les principales évolutions à la hausse sont commentées à la suite.

☞ **Les achats et variations des stocks (60)** ont représenté, en valeur un total de **11.786 K€** en 2023, en hausse de **+1.226 K€** et de **+12%**. Cette augmentation est en partie due à la variation des stocks (+947 K€) engendrée par l'ajustement à la baisse du stock des sur-blouses conservées au niveau des établissements et de la direction régionale.

☞ **Les autres services extérieurs (62)** se sont élevés à **12.670 K€** en 2023, en progression de **+874 K€** et de **+7%**. Cette évolution haussière est sous-tendue par l'augmentation de +656 K€ des dépenses induites par la rémunération d'intermédiaires et le versement d'honoraires matérialisées au compte 622 et la croissance de +800 K€ des prestations de service à caractère médical enregistrées au compte 628.

☞ **Les charges de personnel (64)** ont totalisé **96.831 K€** en 2023, en augmentation de **+1.879 K€** et de **+2%**. Cette hausse est essentiellement sous-tendue par la revalorisation de +1,50% de la valeur du point intervenue à effet du 01/07/2023 et les mesures salariales décidées l'année dernière et leur impact cumulé sur le montant des charges sociales acquittées par l'organisme.

☞ **Les dotations aux amortissements et provisions (681)** ressortent pour un montant de **14.581 K€**, en augmentation de **+4.722 K€** de **+48%**. La forte croissance des charges afférentes est sous-tendue par le provisionnement de la créance sur les HUS concernant le CMCO pour un montant de 5.148 K€.

☞ Produits d'exploitation

Les produits d'exploitation totalisent **144.465 K€** en 2023, contre 138.726 K€ précédemment, en hausse de **+4%**. Les principales évolutions haussières sont exposées à la suite.

☞ **Les dotations et produits tirés de la tarification (73)** se sont élevées à **121.475 K€** en 2023, en augmentation de **+3.850 K€** et **+3%** du fait des hausses de +3.025 K€ et de +3% des recettes procurées par les produits à la charge de l'assurance maladie (731) et de +949 K€ et de +18% des produits mis à la charge des patients (732). Ces derniers désignent essentiellement les recettes correspondant à l'application des tarifs en hospitalisation complète et de jour.

☞ **Les subventions d'exploitation et de participation (74)** se sont élevées à **569 K€** en 2023, en hausse de **+548 K€** et **+2624%**. Cette forte évolution haussière est principalement alimentée par la croissance des subventions en provenance du Fonds d'Intervention Régional (FIR) et des autres financeurs (hors CNAM).

☞ **Les autres produits de gestion courante (75)** ont été valorisés pour un montant de **2.015 K€**, en augmentation de **+908 K€** et de **+82%**. Cette hausse découle de l'augmentation des dotations allouées par le FNGA et le FNASS à notre organisme. Les dotations provenant du FNASS ont d'ailleurs enregistré une hausse de +474% pour s'établir à 1.263 K€.

3.1.1.2. *Résultat financier*

Le résultat financier s'établit à **318 K€** en 2023, contre 39 K€ précédemment, en augmentation de **+709%**. Cette évolution haussière est due à la croissance des produits financiers.

☞ Charges financières

Les charges financières se sont élevées à **15 K€** en 2023, en diminution de **-9%** comparativement à l'exercice antérieur. Les charges financières ont trait de manière exclusive aux intérêts calculés annuellement sur les avances en capital provenant du Fonds National d'Adaptation (FNA), correspondant à des autorisations de programme d'un montant minimal de 500 K€ délivrées après le 09/08/2011. La diminution de l'encours des avances FNA soumises au paiement d'intérêts constitue le principal vecteur de baisse des charges financières.

☞ Produits financiers

Les produits financiers sont, à l'inverse, orientés à la hausse. Leur montant s'établit à **333 K€** à fin 2023, contre 56 K€ précédemment, en hausse de **+496%**. Cette évolution haussière est principalement liée à la facturation de 285 K€ d'intérêts de retard au titre de 2023 pour la créance sur les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg (HUS) relative à l'occupation du bâtiment abritant le Centre Médico-Chirurgical Obstétrique (CMCO).

3.1.1.3. Résultat exceptionnel

Avec un solde de **+331 K€**, le résultat exceptionnel connaît une amélioration de **+179%** en 2023, malgré la diminution simultanée des charges et produits exceptionnels.

☞ Charges exceptionnelles

Les charges exceptionnelles se sont élevées à **538 K€** en 2023, en réduction de **-517 K€** et de **-49%** par rapport à l'exercice antérieur. Cette évolution négative est essentiellement liée aux fortes baisses observées tant pour les charges sur exercices antérieurs (672) que pour les dotations aux amortissements, dépréciations et provisions à caractère exceptionnel (687). Ces deux composantes des charges exceptionnelles ont, en effet, connu des diminutions de, respectivement, -92% et -99% de leurs montants comptabilisés en 2023.

☞ Produits exceptionnels

Les produits exceptionnels ont atteint l'année dernière **869 K€**, en diminution de **-305 K€** et de **-26%** comparativement à 2022. Cette évolution négative est sous-tendue par la baisse de -73% des produits sur exercices antérieurs (772) et par la quasi-absence de produits de cession sur les éléments de l'actif immobilisé (775). Elle est partiellement compensée par les hausses importantes des produits exceptionnels sur opérations de gestion (771) et des quotes-parts des subventions d'investissement virées au résultat (777). Ces deux composantes des recettes exceptionnelles ont connu des hausses de, respectivement, +139% et +655% en 2023.

3.1.1.4. Impôt sur les sociétés

Le compte 695 retrace les impôts acquittés sur les bénéfices dégagés par l'organisme sur ses activités dites commerciales. Pour ses activités courantes, son statut d'établissement de santé à but non lucratif dispense l'UGECAM du versement de l'impôt sur les sociétés sur ses résultats. En contrepartie, l'UGECAM s'acquitte de la TVA sur ses achats et de la taxe sur les salaires calculée sur les rémunérations.

Les montants comptabilisés au titre de l'impôt sur les sociétés se sont élevés à **63 K€** en 2023, contre 27 K€ précédemment, en augmentation de **+135%**. Cette augmentation est sous-tendue par la croissance de +159% des revenus financiers procurés par le placement des excédents de trésorerie sur des comptes à terme. Elle est aussi liée à la hausse des revenus correspondant aux redevances versées par la société HOPPEN pour les TV payantes installées dans les chambres des établissements SSR.

3.2. Répartition du résultat par catégories d'établissements

Le résultat global de l'UGECAM se répartit, comme suit, entre les établissements sanitaires, les établissements médico-sociaux et les autres gestions (services communs, direction régionale).

	2023	2022	2021	Evol. *
Etablissements sanitaires	- 4 945 003	- 2 625 640	- 1 884 621	88%
Etablissements et services médico-sociaux	- 1 235 759	- 791 695	- 944 358	56%
Autres gestions	-	-	- 624 887	-
Total	- 6 180 762	- 3 417 335	- 3 453 866	81%

* : évolution 2023/2022 en variation relative

Le résultat net consolidé pour les **établissements sanitaires** ressort à **-4.945 K€**, en variation de **+88%** par rapport à l'exercice antérieur. En retranchant la provision constituée pour la créance sur les HUS concernant le CMCO, le résultat net consolidé des établissements sanitaires aurait été positif de +203 K€. Le résultat cumulé des **établissements- et services médico-sociaux** se dégrade, à **-1.236 K€**, en évolution de **+56%** par rapport au résultat déficitaire de l'exercice antérieur. Les **autres gestions**, lesquelles englobent les services communs et la direction générale, sont à l'équilibre, n'affichant ni déficit, ni excédent.

3.2.1. Résultats des établissements sanitaires

La présentation ci-dessous du résultat des établissements sanitaires se base sur la décomposition des charges et des recettes par titres, conformément à la répartition prévue à l'instruction budgétaire et comptable M21.

	2023	2022	2021	Evol. *
Produits				
Produits versés par l'assurance maladie	106 083 126	103 065 949	101 091 703	3%
Autres produits hospitaliers	7 425 288	6 814 892	6 445 999	9%
Autres produits	23 077 642	22 169 575	22 205 107	4%
Total des produits	136 586 056	132 050 416	129 742 809	3%
Charges				
Dépenses de personnel	94 314 180	93 799 362	92 274 023	1%
Dépenses médicales	4 360 780	4 478 496	4 569 871	-3%
Dépenses générales et hôtelières	30 075 902	28 460 422	26 582 789	6%
Amortissements, provisions et charges exceptionnelles	12 780 197	7 937 776	8 200 748	61%
Total des charges	141 531 059	134 676 056	131 627 430	5%
Résultat - Ets. Sanitaires	- 4 945 003	- 2 625 640	- 1 884 621	88%

* : évolution 2023/2022 en pourcentage

Le résultat cumulé des établissements sanitaires ressort à **-4.945 K€** pour l'exercice écoulé, en évolution de **+88%** par rapport à l'excédent de l'année antérieure (-2.626 K€). On observe que les charges et les produits se tous les deux orientés à la hausse, mais dans des proportions inégales.

Parmi les **recettes**, l'ensemble formé par les **produits versés par l'assurance maladie**, lesquels comprennent la dotation annuelle de financement, la dotation modulée à l'activité, les dotations MIGAC, ressort pour un montant de **106.083 K€**, en augmentation de **+3%**.

Les **autres produits hospitaliers** se sont élevés à **7.425 K€**, en hausse de **+9%**. Cette augmentation est principalement sous-tendue par l'augmentation des recettes correspondant à l'application des tarifs en hospitalisation complète et en hospitalisation de jour. Ces deux composantes des autres produits hospitaliers ont enregistré des hausses de, respectivement, +419 K€ et +611 K€.

Valorisées pour un total de **23.078 K€**, les **autres produits** ont enregistré une hausse de +4%. Cet ensemble recouvre des recettes de nature variée, dont les principales sont les subventions allouées par le Fonds National de Gestion Administrative (FNGA) que par le Fonds National d'Action Sanitaire et Sociale (FNASS), les remboursements par les HUS des salaires et charges des personnels mis à leur disposition et les ressources procurées par les majorations pour chambres particulières. Cette hausse est essentiellement sous-tendue par la croissance des recettes procurées par les dotations du FNASS (+1.043 K€) et les suppléments pour chambres particulières (+1.035 K€).

Les **charges** ont enregistré une hausse d'ensemble de **+5%**, laquelle masque des évolutions divergentes entre les différents titres de dépenses.

Les **dépenses de personnel** s'établissent à **94.314 K€**, en augmentation de **+1%**. Cette évolution est principalement liée à l'augmentation de 1.50% de la valeur du point d'indice à effet du 01/07/2023. Cette hausse est partiellement atténuée par la réduction de -1% des effectifs employés par l'UGECAM Alsace en 2023.

Les **dépenses médicales** ressortent pour un montant de **4.361 K€**, en réduction de **-3%**. Cette évolution s'explique par la diminution des achats de dispositifs médicaux.

Les **dépenses générales et hôtelières** totalisent **30.076 K€**, en augmentation de **+6%**. Cette évolution s'explique par la poursuite de l'inflation, sous la forme d'une inflation de « second tour », qui a induit une hausse des dépenses de maintenance, pour les produits alimentaires, ainsi que pour un certain nombre de services essentiels (ex : blanchisserie, etc.) pour lesquels les fournisseurs n'ont pas hésité à répercuter les hausses de coûts de l'énergie dans les prix de leurs services fournis et les revalorisations salariales qui se sont produites en 2022/2023.

Les **charges exceptionnelles, amortissements et provisions** se sont élevés à **12.780 K€** l'année dernière, en augmentation de **+61%**. Cette forte hausse est due essentiellement au provisionnement de la créance sur les HUS concernant le CMCO pour un montant de 5.147 K€.

Le tableau ci-après détaille les résultats sur la période 2023-2021 pour l'ensemble des établissements sanitaires.

ETABLISSEMENTS SANITAIRES	2023	2022	2021
Institut Universitaire de Réadaptation Clemenceau	- 1 633 151	- 1 635 993	- 1 598 431
Sous-total - IURC	- 1 633 151	- 1 635 993	- 1 598 431
CERRAN (Morsbronn, Niederbronn, Liebfrauenthal)	102 948	- 181 072	- 227 511
Vallée de la Bruche (CRF Schirmeck)	- 174 017	- 550 451	- 1 119 721
Pôle Centre Alsace (Muesberg, HJ Sélestat, Colmar)	- 277 746	- 166 042	420 322
Etablissements fermés (Salem, Altenberg, Hantz)	-	-	-
Pôle Sud Alsace (CM Lalance, Ste. Anne, Schimmel)	930 891	43 765	- 143 588
SSR Luppach	34 365	-	-
Le Roggenberg (Altkirch)	984 501	- 146 571	- 162 518
Sous-total - autres établissements	1 600 943	- 1 000 371	- 1 233 016
Mise à disposition des HUS	5 457	- 34 387	674 578
IURC - site d'Ilkkirch	161	20 005	15 862
Centre médico-chirurgical obstétrique (CMCO)	- 4 918 412	25 106	344 016
Sous-total - HUS	- 4 912 794	10 724	1 034 456
GCS Colmar	-	-	- 87 631
Sous-total - Autres gestions	-	-	- 87 631
TOTAL - ETABLISSEMENTS SANITAIRES	- 4 945 003	- 2 625 640	- 1 884 621

Evolutions les plus significatives pour les établissements SSR et assimilés :

☞ **IURC** : déficit de **-1.633 K€** engendré par la poursuite de l'inflation, le maintien d'effectifs importants dans les services administratifs et les coûts inhérents à l'existence de deux sites.

☞ **CERRAN** : résultat excédentaire de **+103 K€** s'expliquant par une réduction sensible des dépenses d'intérim.

☞ **CRF Schirmeck** : résultat déficitaire de **-174 K€** en atténuation par rapport aux exercices antérieurs, du fait des efforts déployés pour réduire les dépenses de personnel engendrées par les arrêts-maladie de longue durée.

☞ **Pôle Centre Alsace (PCA)** : résultat déficitaire de **-278 K€**, dont la cause première tient aux charges induites par le maintien dans le patrimoine du site du Muesberg.

☞ **Pôle Sud Alsace (PSA)** : résultat excédentaire de **+931 K€**, en nette amélioration par rapport aux exercices, du fait d'un maintien de la dotation annuelle de financement attachée à l'établissement du Schimmel fermé depuis la mi-2022.

☞ **SSR Luppach** : excédent de **+34 K€** pour cet établissement qui a été détaché du PSA.

☞ **Centre médico-psychiatrique du Roggenberg** : excédent de **+985 K€**, dont les causes tiennent à la hausse des recettes correspondant à la dotation annuelle de financement et aux produits mis à la charge des patients du fait du relèvement des tarifs en hospitalisation complète et de jour.

☞ **Centre Médico-Chirurgical Obstétrique (CMCO)** : déficit de **-4.918 K€** du fait du provisionnement de la créance sur les HUS pour un montant de 5.147 K€.

Le tableau suivant procure le détail des recettes et des charges et rappelle les résultats 2023 pour chacune des structures sanitaires.

ETABLISSEMENTS SANITAIRES	Recettes	Charges	Résultats
Institut Universitaire de Réadaptation Clemenceau	44 601 721	46 234 873	- 1 633 151
Sous-total - IURC	44 601 721	46 234 873	- 1 633 151
CERRAN (Morsbronn / Niederbronn / Liebfrauenthal)	25 874 755	25 771 807	102 948
Vallée de la Bruche (CRF Schirmeck)	9 353 265	9 527 282	- 174 017
Pôle Centre Alsace (Muesberg, HJ Sélestat, Colmar)	13 716 714	13 994 459	- 277 746
Etablissements fermés (Salem, Altenberg, Hantz)	-	-	-
Pôle Sud Alsace (CM Lalance, Ste. Anne, Schimmel)	22 771 664	21 840 774	930 891
SSR Luppach	2 930 232	2 895 867	34 365
Le Roggenberg (Altkirch)	9 803 921	8 819 420	984 501
Sous-total - autres établissements	84 450 552	82 849 609	1 600 943
Mise à disposition des HUS	3 550 281	3 544 824	5 457
IURC - site d'Illkirch	-	161	161
Centre médico-chirurgical obstétrique (CMCO)	3 550 044	8 468 456	- 4 918 412
Sous-total - HUS	7 100 325	12 013 120	- 4 912 794
GCS Colmar	433 458	433 458	-
Sous-total - Autres gestions	433 458	433 458	-
TOTAL - ETABLISSEMENTS SANITAIRES	136 586 056	141 531 059	- 4 945 003

Pour l'ensemble des établissements sanitaires, le montant total des recettes s'est élevé à 136,6 M€. Le total des charges, pour cette même catégorie d'établissements, a atteint 141,5 M€, se traduisant par un déficit de -4,9 M€, équivalent à **-3,6%** du montant global des recettes. En faisant abstraction du provisionnement de la créance sur les HUS, le résultat net consolidé du secteur sanitaire aurait été légèrement excédentaire (+202 K€).

3.2.2. Résultats des établissements et services médico-sociaux

Les résultats correspondants concernent les deux EHPAD de Saâles et de Luppach, la Maison d'Accueil Spécialisée (MAS) de Saâles et, depuis l'exercice 2020, l'Equipe Mobile

d'Intervention auprès des Traumatisés Crâniens (EMOI-TC), car son activité le rend davantage assimilable à un service médico-social. Les comptes annuels des structures précitées sont établis et présentés selon les règles contenues dans l'instruction budgétaire et comptable M22, lesquelles répartissent les charges et les recettes par groupes fonctionnels.

	2023	2022	2021	Evol. *
Produits				
Produits de la tarification	7 548 366	7 603 760	7 057 119	-1%
Autres produits d'exploitation	356 105	332 352	232 938	7%
Produits financiers et non encaissables	284 115	192 548	69 952	48%
Total des produits	8 188 586	8 128 660	7 360 009	1%
Charges				
Dépenses d'exploitation courante	2 241 435	2 133 290	1 718 133	5%
Dépenses de personnel	6 728 794	6 358 703	5 915 986	6%
Dépenses de structure	454 117	428 362	670 248	6%
Total des charges	9 424 345	8 920 356	8 304 367	6%
Résultat	- 1 235 759	- 791 695	- 944 358	56%
Reprise des résultats N-2	-	-	-	-
Résultat à affecter	- 1 235 759	- 791 695	- 944 358	56%

* : évolution 2023/2022 en pourcentage

Le résultat consolidé des établissements et services médico-sociaux connaît une nouvelle détérioration, avec un déficit constaté de **-1.236 K€**. Ce dernier connaît une évolution de **+56%** par rapport à l'exercice antérieur. Les structures médico-sociales ont enregistré un déficit pour le quatrième exercice consécutif.

Les produits ont connu une évolution de **+1%**, laquelle masque des évolutions inégales entre ses différentes composantes.

Les charges ont enregistré une hausse de **+6%**, laquelle s'observe dans des proportions quasiment identiques entre ses différentes composantes. Cette hausse est notamment portée par les mesures d'ordre salarial intervenues en 2023.

Le résultat des établissements médico-sociaux résulte de l'agrégation des résultats des différentes sections budgétaires (soins, hébergement, dépendance) des deux EHPAD gérés par l'UGE CAM Alsace, de la MAS de Saâles et de l'unité EMOI-TC. Le tableau ci-dessous montre procure la décomposition des résultats 2023 des structures médico-sociales.

STRUCTURES MEDICO-SOCIALES	Recettes	Charges	Résultats
EHPAD Saâles - soins	1 240 787	1 525 712	- 284 925
EHPAD Saâles - hébergement	1 110 645	1 330 055	- 219 410
EHPAD Saâles - dépendance	319 418	406 586	- 87 169
Sous-total / EHPAD Saâles	2 670 851	3 262 354	- 591 503
EHPAD Luppach - soins	1 010 653	982 836	27 818
EHPAD Luppach - hébergement	800 547	922 091	- 121 544
EHPAD Luppach - dépendance	270 880	292 611	- 21 732
Sous-total / EHPAD Luppach	2 082 080	2 197 538	- 115 459
MAS Saâles	3 032 988	3 574 197	- 541 210
Sous-total / MAS Saâles	3 032 988	3 574 197	- 541 210
EMOI-TC	402 669	390 256	12 413
Sous-total / EMOI-TC	402 669	390 256	12 413
TOTAL - STRUCTURES MEDICO-SOCIALES	8 188 586	9 424 345	- 1 235 759

Le résultat déficitaire pour cette catégorie de structures (-1.236 K€) se concentre au niveau de l'EHPAD de Saâles (-591 K€) et de la MAS de Saâles (-541 K€). Ces deux structures cumulées accusent un déficit de -1.133 K€. L'EHPAD de Luppach et l'unité EMOI-TC affichent des résultats, respectivement, de -115 K€ et de +12 K€. Le déficit est équivalent à -15% du total des recettes pour cette catégorie de structures.

3.2.3. Résultats des autres gestions

Depuis 2020, les autres gestions ont trait uniquement aux recettes et aux dépenses de :

- La direction régionale ;
- Les services communs (ex : pharmacie, facturation, etc.).

	2023	2022	2021	Evol.
Produits				
Produits versés par l'assurance maladie	759 618	315 499	397 638	141%
Produits de l'activité hospitalière	-	-	-	-
Autres produits	17 813 670	16 264 324	17 202 087	10%
Total des produits	18 573 287	16 579 823	17 599 725	12%
Charges				
Dépenses de personnel	9 389 826	9 114 159	8 587 697	3%
Dépenses médicales	3 280 370	2 669 798	3 077 396	23%
Dépenses générales et hôtelières	3 940 924	2 204 709	3 764 682	79%
Amortissements, provisions et charges exceptionnelles	1 962 167	2 591 158	2 794 837	-24%
Total des charges	18 573 287	16 579 823	18 224 612	12%
Résultat - Autres gestions	-	-	624 887	-

* : évolution 2023/2022 en pourcentage

Le résultat consolidé des autres gestions reste à l'équilibre en 2023. On constate sur l'année 2023 que les produits ont connu une hausse de **+10%**, du fait de la croissance des subventions FNGA/FNASS perçues par l'organisme et de la dynamique propre aux frais de siège, et que les charges ont enregistré une évolution également haussière (**+12%**) concentrée au niveau des dépenses médicales (+23%) et des dépenses générales et hôtelières (+79%).

AUTRES GESTIONS	Recettes	Charges	Résultats
Services communs	12 749 089	12 749 089	-
UGECA - siège	5 824 198	5 824 198	-
TOTAL - AUTRES GESTIONS	18 573 287	18 573 287	-

Le tableau ci-dessus montre que ce retour à l'équilibre pour les deux gestions concernées. Par nature, les recettes et les charges de la direction générale sont systématiquement équilibrées en fin d'exercice par des jeux d'écritures. Cet équilibre ne se vérifie pas systématiquement pour les services communs.

4. LE BILAN CONSOLIDE

Le bilan consolidé se répartit par « grandes masses », selon le modèle ci-dessous.

ACTIF	PASSIF
IMMOBILISATIONS - incorporelles - corporelles - financières	CAPITAUX PROPRES - apports - reports à nouveau - résultat en instance d'affectation
	PROV. & DETTES LONG TERME - provisions pour risques et charges - dettes financières
STOCKS	DETTES D'EXPLOITATION
CREANCES	
DISPONIBILITES	

4.1. Les grandes masses du bilan consolidé

4.1.1. Composition de l'actif

L'actif est présenté par ordre de liquidité croissant, autrement dit du « moins liquide » (les immobilisations) à ce qui est immédiatement liquide et disponible : la trésorerie.

L'actif regroupe les emplois, lesquels sont financés par les ressources inscrites au passif.

Dans la présentation simplifiée ci-dessus, on distingue l'actif immobilisé de l'actif circulant, ce dernier englobant les stocks, les créances et les disponibilités.

Les immobilisations (classe 2) comprennent :

- **les immobilisations incorporelles** : les logiciels informatiques ;
- **les immobilisations corporelles** : constructions, agencements, aménagements, installations techniques, matériels et mobiliers ;
- **les immobilisations financières** : les prêts à l'effort à la construction (« 1% logement »), les dépôts et cautionnements.

Les montants présentés sur les états de synthèse correspondent à la valeur nette comptable des immobilisations (valeur d'achat – amortissements – dépréciations).

L'actif circulant (classes 3, 4 et 5) regroupe :

- **les stocks (classe 3)** : produits pharmaceutiques, petit matériel médical, fournitures et matériel médical, équipements de protection individuels ;

- **les créances (classe 4)** : facturation des produits hospitaliers, créances dites de l'article 58, acomptes sur salaires, créances envers les organismes sociaux, l'administration fiscale, la CNAM, etc. ;
- **les disponibilités (classe 5)** : la trésorerie disponible présente sur les comptes courants et de placements et les valeurs mobilières de placement souscrites par l'organisme.

4.1.2. Composition du passif

Le passif, lequel comprend les ressources, est présenté par ordre d'exigibilité décroissant, autrement dit du « moins exigible » (les apports en capital, numéraire, en industrie) aux dettes d'exploitation dont le règlement est exigé sur des échéances à court terme.

On distingue traditionnellement les capitaux permanents des dettes d'exploitation.

Les capitaux permanents (classe 1) comprennent :

- **les capitaux propres** : apports de la caisse nationale, réserves de compensation et/ou d'investissement, report à nouveau, excédents affectés à des mesures d'exploitation, résultat à affecter de l'exercice, subventions d'investissement, dons et legs ;
- **les provisions pour risques et charges** : primes d'intéressement, médailles du travail, litiges ;
- **les dettes financières** : avances consenties par le Fonds National d'Adaptation (FNA) pour la construction et la réhabilitation des bâtiments.

Les dettes d'exploitation (classe 4) se réfèrent aux :

- dettes envers **les fournisseurs** ;
- **dettes fiscales et sociales** ;
- opérations passées avec **la CNAM**.

Une présentation du bilan consolidé figure plus en avant dans ce rapport.

4.2. Les indicateurs clefs

Le bilan consolidé synthétique est complété par 3 notions fondamentales en matière d'analyse financière.

↪ Fonds de roulement

Obtenu par différence entre, d'une part, les capitaux permanents, constitués par les capitaux propres, les provisions pour risques et charges et les dettes à plus d'un an, et, d'autre part, le total de l'actif net immobilisé, le **fonds de roulement** de l'UGECAM Alsace s'élève à **6.973 K€** à la fin de l'exercice 2023, contre 13.427 K€ au 31/12/2022, en variation de **-6.453 K€** et de **-48%**. Cette diminution du fonds de roulement résulte d'une variation négative des capitaux permanents (-13.290 K€) beaucoup plus marquée que celle de l'actif immobilisé (-

6.836 K€). Ce différentiel d'évolution négative entre ces deux composantes est évidemment dû au résultat déficitaire de l'exercice 2023 (-6.181 K€). La baisse des capitaux permanents découle aussi de la réduction de -6.751 K€ de la dette financière de l'UGECAM Alsace en 2023.

Le fonds de roulement représente le baromètre de la santé financière puisqu'il indique dans quelle mesure les ressources stables, procurées par les capitaux permanents, couvrent les emplois stables induits par les investissements en capital, en d'autres termes si l'UGECAM est en mesure d'assurer le financement de ses investissements sans dégrader la structure de son bilan.

Le fonds de roulement net global (FRNG), obtenu par soustraction des créances dites de « l'article 58 » du fonds de roulement précédemment calculé, devient négatif et ressort pour un montant de **-5.763 K€** au 31/12/2023, contre +690 K€ un an plus tôt. En l'absence de reversement des créances concernées, la variation du FRNG en valeur est strictement identique à celle du fonds de roulement global. Pour information, ces créances, dont le reversement par la caisse pivot est conditionnée à la fin de l'activité d'un établissement ou à sa cession, totalisaient 12.737 K€ à fin 2023, et n'ont pas enregistré de mouvements depuis le remboursement en 2019 de la créance attachée au site de Saâles.

Ce solde constitue un autre indicateur de la capacité de l'organisme à assurer le financement de ses investissements par le biais de ses ressources durables, plus restreint cependant dans la mesure où il distrait du fonds de roulement les créances nées du changement de mode de financement des établissements (passage d'une tarification de journée à la dotation globale).

↳ **Besoin en fonds de roulement**

Le besoin en fonds de roulement (BFR) permet de financer les décalages de trésorerie, entre les encaissements et les décaissements, générés par le cycle d'exploitation et hors exploitation. Il se calcule par différence entre, d'une part, l'actif circulant, diminué de la trésorerie disponible à fin d'exercice, et, d'autre part, l'ensemble des dettes d'exploitation. Le BFR est financé par le fonds de roulement, autrement dit par la part des capitaux permanents non consommée par les immobilisations, et doit donc rester inférieur à celui-ci.

Dans le cas de l'UGECAM Alsace, le BFR s'établit à **-8.893 K€** à fin 2023, contre -2.423 K€ auparavant, en variation de -6.470 K€ et de +267%. Cette variation négative du BFR s'explique par la réduction de -5.901 K€ de l'actif circulant (hors trésorerie), alors que, dans le même intervalle de temps, les dettes d'exploitation ont enregistré une hausse de +569 K€. La combinaison de ces deux évolutions opposées a engendré cette variation négative de -6.470 K€ du BFR. Rappelons que le BFR se calcule en soustrayant de l'actif circulant net l'ensemble des dettes d'exploitation.

↳ **Trésorerie**

La trésorerie est obtenue par différence entre, d'une part, le fonds de roulement, et, d'autre part, le besoin en fonds de roulement.

La trésorerie de l'organisme se maintient quasiment stable en 2023 comparativement à l'exercice antérieur. Elle s'établit, en effet, à **15.866 K€** à fin 2023, contre 15.850 K€ précédemment, en évolution d'à peine +16 K€ en valeur, mais sans variation en termes relatifs. Cet encours de trésorerie était équivalent à 39 jours de paiement. Au terme de l'année 2023, l'encours de trésorerie actuel comportait pour 9.801 K€ de crédits de l'article

50 (aide à la reprise de dette) restant à reverser à la CNAM et 1.145 K€ de crédits d'amorçage destinés au financement des travaux d'extension du site de Luppach. En faisant abstraction de ces apports externes, la trésorerie correspondant à l'activité seule de l'UGECAM Alsace s'établirait à 4.920 K€ à fin 2023.

B I L A N C O N S O L I D E A U 3 1 D E C E M B R E 2 0 2 3							
A C T I F N E T				P A S S I F			
	EXERCICE 2023	EXERCICE 2022	EXERCICE 2021		EXERCICE 2023	EXERCICE 2022	EXERCICE 2021
IMMOBILISATIONS				CAPITAUX PROPRES			
Immobilisations				10 Apports, dotations et réserves	85 796 748	88 761 718	87 920 891
20 23 incorporelles	758 363	412 563	284 534	11 Report à nouveau	- 59 093 158	- 56 816 547	- 53 362 681
21 23 corporelles	81 941 822	86 148 072	87 955 598	12 Resultat de l'exercice	- 6 180 762	- 3 417 335	- 3 453 866
27 financières	25 286 431	28 262 326	31 253 485	13 Subventions d'investissements	3 523 078	1 421 820	312 231
				14 Provisions règlementées	3 280 493	3 492 413	3 660 493
Sous total actif immobilisé	107 986 616	114 822 960	119 493 616	Sous total capitaux propres	27 326 399	33 442 069	35 077 069
				15 Provisions pour risques et charges	3 549 960	3 973 040	4 041 575
				16-17 Dettes financières	84 083 536	90 834 485	96 160 897
				Sous total capitaux permanents	114 959 895	128 249 594	135 279 540
ACTIF CIRCULANT				DETTES D'EXPLOITATION			
3 Stocks	767 370	789 325	547 679	419 Avances reçues	15 311	20 950	830 173
40 41 Clients *	22 825 733	28 461 790	24 363 750	40 Fournisseurs	6 767 636	6 438 049	4 736 578
42 Personnel	168 856	243 796	257 695	42 Personnel et comptes rattachés	10 986 506	10 477 516	10 872 843
43 Organismes sociaux	367 109	680 686	415 220	43 SS et autres organismes sociaux	7 831 822	7 495 375	7 519 735
44 Etat	123 261	92 000	77 385	44 Etat et aut. Collectivités publiques	2 001 620	1 828 496	1 936 679
45 CNAM	46 055	46 488	7 420 024	45 Opérations avec Org. Et aut régime de SS	6 845 893	7 950 496	5 468 633
46 Débiteurs divers	1 558 219	1 277 357	1 451 737	46 Crediturs divers	7 470	20 456	18 999
47 Comptes transitoires	238	570	3 562	47 Comptes transitoires	523 030	134 650	81 492
5 Trésorerie	15 820 457	15 803 324	12 477 483	5 Trésorerie	360	15	1 048
486 Charges constatées d'avance	377 854	543 772	366 815	487 Produits constatés d'avance	102 225	146 470	129 246
Sous total actif circulant	42 055 152	47 939 107	47 381 349	Sous total dettes d'exploitation	35 081 873	34 512 474	31 595 425
481 Charges à répartir sur plusieurs exercices	-	-	-				
TOTAL ACTIF	150 041 767	162 762 068	166 874 965	TOTAL PASSIF	150 041 767	162 762 068	166 874 965

* dont article 58 : 12 736 565 12 736 565 12 736 565
dot glob 12/02 :

FDR	6 973 279	13 426 633	15 785 924
BFR	- 8 892 873	- 2 423 163	- 4 110 535
Trésorerie	15 866 152	15 849 796	19 896 459
Tresorerie après neutralisation art 58	28 602 716	28 586 361	32 633 024

5. LES INVESTISSEMENTS 2023

5.1. Le plan pluriannuel d'investissements

Les immobilisations réalisées l'année dernière s'inscrivent dans le plan pluriannuel d'investissement 2018-2023 de l'UGECAM Alsace élaboré en fonction des projets d'établissement.

Les investissements réalisés par l'UGECAM Alsace sont financés soit sur ses fonds propres, soit au moyen des avances en capital attribuées par la CNAM dans le cadre des interventions du Fonds National d'Adaptation (FNA). Celui-ci finance essentiellement les projets immobiliers de construction de nouveaux établissements, de réhabilitation et restructuration des bâtiments existants. Les investissements réalisés sur fonds propres correspondent surtout à des travaux sur les constructions, des acquisitions de matériel informatique et de logiciels, ainsi que des achats de matériel médical et d'éléments du mobilier.

Si les dépenses d'investissements financées par le FNA peuvent fortement varier en montant d'un exercice à l'autre en fonction des projets en cours, le montant des dépenses d'investissements financées sur fonds propres est contenu dans une enveloppe fixée annuellement dont le montant est tributaire de la capacité d'autofinancement (CAF) nette dégagée par l'organisme.

Pour l'année 2023, la CAF s'établit à **4.780 K€**, contre 3.407 K€ l'année précédente, en variation de **+1.372 K€** en valeur et de **+40%** en pourcentage. Alors que le déficit s'est creusé en 2023, avec un résultat négatif de -6.181 K€, la CAF a enregistré paradoxalement une amélioration. Cette situation s'explique par l'importance des dotations aux amortissements et aux provisions, ces dernières ressortant pour un montant de 14.584 K€, du fait du provisionnement de la créance sur les HUS concernant le CMCO. Dans le calcul de la CAF, les dotations aux amortissements et provisions viennent atténuer le résultat déficitaire.

S'il parvient à couvrir le remboursement de l'annuité courante des avances FNA (4.533 K€) en faisant abstraction de la remontée d'une partie des crédits de l'article 50 perçus en 2023 et antérieurement (2.545 K€), le niveau de la CAF reste insuffisant pour générer des marges d'autofinancement permettant de procéder au renouvellement des immobilisations.

Les dépenses d'investissement se répartissent habituellement entre :

- ↳ les opérations courantes sur les bâtiments ;
- ↳ les opérations courantes en matière d'équipements et de matériel ;
- ↳ les acquisitions de logiciels et de matériel informatique.

Cette répartition indicative peut, cependant, varier en fonction de la priorisation des investissements.

5.2. Principaux investissements réalisés en 2023

Le total des acquisitions de l'exercice, enregistrées sur des comptes à racines 20/21 et 237/238, s'est élevé à **3.360 K€** l'année dernière. Le tableau suivant présente le détail par compte des acquisitions enregistrées en 2023 sur les comptes précités.

Comptes	libellés	Achats
Immobilisations incorporelles		
2052	Logiciels	344 283
Sous-total 205 / Concessions, brevets, licences		344 283
Total / Immobilisations incorporelles		344 283
Immobilisations corporelles		
211	Terrains	2 009
212	Aménagements de terrains	71 505
2131	Bâtiments administratifs et hospitaliers	-
2135	Installations Générales, Agencements et Aménagements des Constructions (IGAAC)	1 149 287
Sous-total 213 / Constructions sur sol propre		1 149 287
2141	Constructions sur sol d'autrui	-
2145	Installations Générales, Agencements et Aménagements des Constructions (IGAAC)	106 695
Sous-total 214 / Constructions sur sol d'autrui		106 695
2154	Matériel et outillage	654 039
Sous-total 215 / Installations techniques, matériel et outillage		654 039
2182	Matériel de transport	1 243
21831	Matériel de bureau	5 784
21832	Matériel informatique	248 695
2184	Mobilier	121 708
Sous-total 218 / Autres immobilisations corporelles		377 431
Total / Immobilisations corporelles		2 360 967
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles		
237	Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	126 814
Sous-total 237 / Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles		126 814
Total / Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles		126 814
Immobilisations corporelles		
238	Avances et acomptes sur immobilisations corporelles	527 868
Sous-total 238 / Avances et acomptes sur immobilisations corporelles		527 868
Total / Avances et acomptes sur immobilisations corporelles		527 868
Total général		3 359 932

5.3. Sorties enregistrées en 2023

Les sorties d'immobilisations se sont élevées à **485 K€** en 2023. Ce montant correspond à la valeur d'entrée des biens sortis du fichier d'inventaire durant l'exercice écoulé. Les sorties d'immobilisations sont consécutives à des cessions, à des mises au rebut de biens n'ayant plus d'existence ou dont l'UGECAM a dû se séparer et à des ajustements des valeurs d'achat originelles faisant suite à la réalisation de travaux d'amélioration.

Les sorties de l'exercice sont calculées en référence aux valeurs d'entrée au patrimoine des biens concernés. Pour les biens cédés à titre onéreux, les prix de vente peuvent différer sensiblement des valeurs d'entrée des biens concernés. Les sorties de l'exercice se répartissent en 2023 entre 482 K€ de mises au rebut de biens n'ayant plus d'existence et 3 K€ de cessions à titre onéreux.

5.4. Amortissements et provisions

Les dotations aux amortissements et les provisions pour dépréciation des actifs immobilisés s'élèvent à **6.933 K€** en 2023 et se répartissent entre 6.930 K€ de dotations aux

amortissements courants, calculés selon les durées d'amortissement réglementaires, et 3 K€ de dotations aux amortissements exceptionnelles. Aucune provision pour dépréciation des actifs immobiliers n'a été constituée en 2023, les valorisations marchandes des sites et biens immobiliers proposés à la vente, ou susceptibles de l'être dans les années à venir, étant supérieures à leur valorisation nette comptable.

Au final, le montant cumulé de l'actif brut immobilisé (hors immobilisations financières) ressort à **240.657 K€** à fin 2023, montant qui inclut les immobilisations en cours retracées aux comptes 237/238. En tenant compte des amortissements et des dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles, la valeur nette comptable globale du patrimoine détenu par l'UGECAM Alsace s'établit à **82.700 K€** au 31/12/2023.

Le tableau détaillé des immobilisations et de leurs amortissements présente les mouvements et soldes des valeurs brutes (acquisitions, cessions, mises au rebut), des amortissements (dotations et reprises) et des valeurs nettes. Ce tableau figure sur la page 27 de ce rapport.

Focus sur l'endettement de l'UGECAM Alsace

A la clôture de l'exercice 2023, la dette financière de l'UGECAM Alsace ressort pour un montant de **83.955 K€**, contre 90.707 K€ précédemment, en baisse de **-7%**. Cette diminution s'explique par le remboursement de 6.752 K€ d'avances FNA au titre de 2023, tandis que, dans le même temps, aucune nouvelle avance FNA n'a été perçue par l'organisme durant l'exercice écoulé.

En 2023, l'UGECAM Alsace a pris la décision, en accord avec la CNAM, de conserver dans sa trésorerie les crédits de l'article 50 perçus en 2023 spécifiquement affectés au désendettement du CMCO, dans l'hypothèse d'une cession aux Hôpitaux Universitaires de Strasbourg (HUS) qui s'accompagnerait d'un transfert des crédits de l'article 50 non utilisés. L'UGECAM a aussi procédé à un rattrapage de remboursement concernant les crédits de l'article 50 affectés au désendettement des établissements SSR situés à Luppach et à Masevaux.

Le ratio d'indépendance financière, exprimé en rapportant l'endettement aux capitaux permanents s'établit à **73%** pour 2023 et augmente de deux points par rapport à l'exercice antérieur (71%). Le ratio de couverture de l'endettement par les produits d'exploitation a connu décroît de 7 points, passant de 65% en 2022 à **58%** en 2023. La durée apparente, exprimée en rapportant l'endettement à la capacité d'autofinancement de l'exercice, s'est quelque peu améliorée du fait d'une évolution positive de la capacité d'autofinancement : elle est passée de 26,6 années en 2022 à **17,6 années** en 2023. Malgré l'amélioration de ces ratios, ces indicateurs restent, sans exception, supérieurs aux valeurs considérées comme maximales par les autorités de tutelles, lesquelles s'établissent respectivement à 50%, 30% et 10 ans.

Tableau des Immobilisations-Amortissements

EXERCICE 2023

INTITULES DES COMPTES	IMMOBILISATIONS				AMORTISSEMENTS				Valeur nette à la
	Valeur brute en début d'exercice A	Augmentations B	Diminutions C	Valeur brute en fin d'exercice D	Montant des amortissements en début d'exercice A'	Augmentations B'	Diminutions C'	Montant des amortissements en fin d'exercice D'	clôture de l'exercice D - D'
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES									
201 / 2801 Frais d'établissement	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
203 / 2803 Frais de recherche et de développement	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
205 / 2805 Concessions et droits similaires, brevets, licences...	2 879 948 €	344 283 €	- €	3 224 231 €	2 468 825 €	125 297 €	- €	2 594 122 €	630 109 €
2051 / 28051 Conces. & Droits Simil. Brevets, Licences, FNA	71 238 €	- €	- €	71 238 €	71 238 €	- €	- €	71 238 €	- €
2052 / 28052 Conces. & Droits Simil. Brevets, Licences, hors FNA	2 808 710 €	344 283 €	- €	3 152 993 €	2 397 586 €	125 297 €	- €	2 522 884 €	630 109 €
206 / 2806 Droit au bail	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
207 / 2807 Fonds commercial	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
208 / 2808 Autres immobilisations incorporelles	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
232 Immobilisations incorporelles en cours	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
237 Avances et acomptes versés /Immo. incorporelles	1 440 €	126 814 €	- €	128 254 €	- €	- €	- €	- €	128 254 €
I - TOTAL DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 881 388 €	471 097 €	- €	3 352 485 €	2 468 825 €	125 297 €	- €	2 594 122 €	758 363 €
IMMOBILISATIONS CORPORELLES									
211 / 2812 Terrains	1 955 578 €	2 009 €	- €	1 957 587 €	- €	- €	- €	- €	1 957 587 €
212 / 2812 Agencements Amenag. Terrains-Plant. a Dem.	1 360 085 €	71 505 €	- €	1 431 590 €	193 593 €	70 809 €	- €	264 402 €	1 167 188 €
213 / 2813 Constructions Sur Sol Propres	197 825 624 €	1 149 287 €	- 287 254 €	198 687 658 €	125 168 365 €	5 552 209 €	- 58 €	130 720 516 €	67 967 142 €
2131 / 28131 Bâtiments	78 646 782 €	- €	- €	78 646 782 €	51 280 583 €	1 596 953 €	- €	52 877 536 €	25 769 246 €
2135 / 28135 Installations gén., agenc., aménagements des const.	119 178 842 €	1 149 287 €	- 287 254 €	120 040 876 €	73 887 781 €	3 955 256 €	- 58 €	77 842 980 €	42 197 896 €
2138 / 28138 Ouvrages infrastructures - voiries	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
214 / 2814 Constructions sur sol d'autrui	266 677 €	106 695 €	- €	373 372 €	66 775 €	21 945 €	- €	88 719 €	284 653 €
2141 / 28141 Bâtiments sur sol d'autrui	31 414 €	- €	- €	31 414 €	10 217 €	2 250 €	- €	12 467 €	18 947 €
2145 / 28145 Inst. gén., agenc., aménag. des const. /sol d'autrui	235 263 €	106 695 €	- €	341 958 €	56 558 €	19 694 €	- €	76 252 €	265 706 €
2148 / 28148 Ouvrages infrastructures M22	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
215 / 2815 Installations techniques, matériels et outillages	16 243 791 €	654 039 €	- 86 451 €	16 811 379 €	13 999 137 €	584 509 €	- 83 801 €	14 499 844 €	2 311 535 €
2151 / 28151 Installations complexes spécialisées	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
2153 / 28153 Installations à caractère spécifique	20 494 €	- €	- €	20 494 €	20 494 €	- €	- €	20 494 €	- €
2154 / 28154 Matériel	16 223 297 €	654 039 €	- 86 451 €	16 790 885 €	13 978 643 €	584 509 €	- 83 801 €	14 479 351 €	2 311 535 €
2155 / 28155 Outillage	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
2157 / 28157 Agencement et aménagement du matériel et outill.	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
218 / 2818 Autres immobilisations corporelles	10 810 574 €	377 431 €	- 110 831 €	11 077 174 €	9 324 592 €	575 481 €	- 110 544 €	9 789 529 €	1 287 646 €
2181 / 28181 Installations générales, agencement, aménagements divers	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
2182 / 28182 Matériel de transport	404 786 €	1 243 €	- 29 496 €	376 533 €	377 985 €	11 794 €	- 29 496 €	360 283 €	16 250 €
2183 / 28183 Matériel de bureau et informatique	3 946 716 €	254 479 €	- 55 111 €	4 146 084 €	3 234 624 €	449 846 €	- 55 111 €	3 629 358 €	516 726 €
21831 / 281831 Matériel de bureau	803 681 €	5 784 €	- €	809 465 €	738 048 €	18 570 €	- €	756 618 €	52 847 €
21832 / 281832 Matériel informatique	3 143 035 €	248 695 €	- 55 111 €	3 336 619 €	2 496 576 €	431 276 €	- 55 111 €	2 872 741 €	463 878 €
2184 / 28184 Mobilier	6 459 072 €	121 708 €	- 26 224 €	6 554 557 €	5 711 982 €	113 841 €	- 25 936 €	5 799 887 €	754 670 €
2185 / 28185 Cheptel	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
2186 / 28186 Emballages récupérables	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
2187 / 28187 Collections - Œuvres d'art	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
2188 / 28188 Autres	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
22 / 282 Immo. Reçues en Affectation-Immo Grevées Droit	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
231 Immobilisations corporelles en cours	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
235 Part investissement PPP	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
238 Avances, Acomptes vers./Commandes d'Immo. Corpo.	6 438 203 €	527 868 €	- €	6 966 071 €	- €	- €	- €	- €	6 966 071 €
24 Imm. Affectées ou Mises à Dispo	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
II - TOTAL DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	234 900 533 €	2 888 834 €	- 484 535 €	237 304 832 €	148 752 461 €	6 804 952 €	- 194 403 €	155 363 010 €	81 941 822 €

6. BILAN ET COMPTE DE RESULTAT 2023

BILAN AU 31/12/2023 ACTUG01 - Activité Alsace

ACTIF (en €)	EXERCICE N			EXERCICE N-1	Variations	
	BRUT	AMORT.&DEPREC.	NET	NET	En €	En %
ACTIF IMMOBILISE						
Immobilisations incorporelles	3 352 485	2 594 122	758 363	412 563	345 799,8	84%
Concessions et droit similaire, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires (205)	3 224 231	2 594 122	630 109	411 123	218 986,0	53%
Diverses autres immobilisations incorporelles (201, 203, 206,207,208,232,237)	128 254	0	128 254	1 440	126 813,8	8807%
Dont : Immo. incorp. en cours et av. versées (232, 237)	128 254	0	128 254	1 440	126 813,8	8807%
Immobilisations corporelles	237 304 832	155 363 010	81 941 822	86 148 072	-4 206 250,0	-5%
Terrains (211)	1 957 587	0	1 957 587	1 955 578	2 009,0	0%
Agencements, aménagements de terrains (212)	1 431 590	264 402	1 167 188	1 166 492	695,9	0%
Constructions (213, 214)	199 061 030	130 809 235	68 251 795	72 857 162	-4 605 366,9	-6%
Diverses autres immobilisations corporelles (218)	11 077 174	9 789 529	1 287 646	1 485 982	-198 336,7	-13%
Installations techniques, matériels et outillages (215)	16 811 379	14 499 844	2 311 535	2 244 654	66 880,9	3%
Autres immos corporelles Immos grevées de droits (228)	0	0	0	0	0,0	NA
Droits des propriétaires (229)	0	0	0	0	0,0	NA
Immobilisations corporelles en cours (231)	0	0	0	0	0,0	NA
Part investissement PPP (235)	0	0	0	0	0,0	NA
Avances et acomptes versés sur commandes sur immobilisations corporelles (238)	6 966 071	0	6 966 071	6 438 203	527 867,9	8%
Immobilisations affectées, concédées ou mises à disp. (24)	0	0	0	0	0,0	NA
Dont : Droit du remettant (249)	0	0	0	0	0,0	NA
Parts dans les entreprises liées et créances sur les entreprises liées (25)	0	0	0	0	0,0	NA
Immobilisations financières	25 286 431	0	25 286 431	28 262 326	-2 975 894,5	-11%
Titres de participations et parts (261)	20 000	0	20 000	20 000	0,0	NS
Autres formes de participation (266)	0	0	0	0	0,0	NA
Créances rattachées à des participations (267)	0	0	0	0	0,0	NA
Créances rattachées à des sociétés en participations (268)	0	0	0	0	0,0	NA
Versements restant à effectuer sur titres part.non libérés (269)	0	0	0	0	0,0	NA
Titres immobilisés (droit de propriété) (271)	0	0	0	0	0,0	NA
Titres immobilisés (droit de créance) (272)	0	0	0	0	0,0	NA
Comptes de placement (long terme) (273)	0	0	0	0	0,0	NA
Prêts (274)	5 646 307	0	5 646 307	5 353 964	292 342,5	5%
Dépôts et cautionnements versés (275)	15 862	0	15 862	16 722	-860,0	-5%
Autres créances immobilisées (276)	19 604 262	0	19 604 262	22 871 639	-3 267 377,0	-14%
Versements restant à effectuer sur titres immo non libérés (279)	0	0	0	0	0,0	NA
Total Actif immobilisé	265 943 748	157 957 132	107 986 616	114 822 960	-6 836 344,7	-6%
ACTIF CIRCULANT						
Stocks et en-cours (3)	1 026 697	259 328	767 370	789 325	-21 955,6	-3%
Matières premières et fournitures (31)	0	0	0	0	0,0	NA
Autres approvisionnements (32)	1 026 697	259 328	767 370	789 325	-21 955,6	-3%
Fournisseurs débiteurs (409)	642 612	0	642 612	650 116	-7 504,1	-1%
Créances d'exploitation	30 615 586	6 168 965	24 446 621	30 152 001	-5 705 379,1	-19%
Redevables et comptes rattachés (41 sauf 419)	28 335 639	6 152 518	22 183 121	27 811 674	-5 628 552,7	-20%
Personnel et comptes rattachés (42X)	168 856	0	168 856	243 796	-74 939,8	-31%
Sécurité sociale et autres organismes sociaux (43X)	367 109	0	367 109	680 686	-313 576,9	-46%
Etat et autres collectivités publiques (44X)	123 261	0	123 261	92 000	31 261,0	34%
Budgets annexes (45X)	46 055	0	46 055	46 488	-433,0	-1%
Débiteurs divers et créditeurs divers (46X)	1 574 666	16 447	1 558 219	1 277 357	280 862,3	22%
Comptes transitoires ou d'attente (47X)	238	0	238	570	-332,0	-58%
Charges constatées d'avance (486)	377 854	0	377 854	543 772	-165 917,4	-31%
Disponibilités	15 820 457	0	15 820 457	15 803 324	17 132,8	0%
Banques, établissements financiers et assimilés (5X)	15 820 457	0	15 820 457	15 803 324	17 132,8	0%
Total Actif circulant	48 483 444	6 428 293	42 055 152	47 939 107	-5 883 955,4	-12%
TOTAL ACTIF (II)	314 427 192	164 385 425	150 041 767	162 762 068	-12 720 300,1	-8%

BILAN AU 31/12/2023
ACTUG01 - Activité Alsace

PASSIF (en €)	EXERCICE N Avant affectation	EXERCICE N-1 Avant affectation	Variations	
			En €	En %
CAPITAUX PROPRES				
Fonds propres sans droit de reprise (102)	54 314 366	57 279 336	-2 964 970,1	-5%
Fonds propres avec droit de reprise (103)	0	0	0,0	NA
Ecart de réévaluation (105)	0	0	0,0	NA
Réserves (106)	31 482 382	31 482 382	0,0	NS
Report à nouveau (11)	-59 093 158	-56 816 547	-2 276 611,2	-4%
Résultat de l'exercice (12)	-6 180 762	-3 417 335	-2 763 426,7	-81%
Subventions d' invest.affectées à des biens non renouvelables (13)	3 523 078	1 421 820	2 101 258,3	148%
Provisions réglementées (14)	3 280 493	3 492 413	-211 920,0	-6%
Total capitaux propres	27 326 399	33 442 069	-6 115 669,8	-18%
PROVISIONS				
Provisions pour risques (151)	1 322 786	1 363 239	-40 453,1	-3%
Prov.p.risques & c.s/emprunts m21-s/legs et donation m22 (152)	0	0	0,0	NA
Provisions pour pensions et obligations similaires (153)	0	0	0,0	NA
Provisions pour impôts (155)	0	0	0,0	NA
Prov.pour renouv. des immo.(entreprises concessionnaires) (156)	0	0	0,0	NA
Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices (157)	0	0	0,0	NA
Autres provisions pour charges (158)	2 227 174	2 609 801	-382 626,5	-15%
Total provisions pour risques et charges	3 549 960	3 973 040	-423 079,7	-11%
DETTES FINANCIERES				
Emprunts obligataires convertibles (161)	0	0	0,0	NA
Emprunts obligataires (163)	0	0	0,0	NA
Emprunts auprès des établissements de crédit (164)	0	0	0,0	NA
Dont Banques, établs financiers et assimilés (5X)	0	0	0,0	NA
Dépôts et cautionnements reçus (165)	128 997	127 451	1 546,1	1%
Emprunts et dettes assorties de conditions particulières (167)	0	0	0,0	NA
Autres emprunts et dettes assimilées (168)	0	0	0,0	NA
Primes de remboursement des obligations (169)	0	0	0,0	NA
Av. reçues p/les org.de S.S/Dettes rattachées à des part.- M22 (171)	83 954 539	90 707 034	-6 752 495,0	-7%
Dettes rattachées à des participations (hors groupe) (174)	0	0	0,0	NA
Dettes rattachées à des sociétés en participations (178)	0	0	0,0	NA
Compte de liaison (18)	0	0	0,0	NA
Fonds dédiés (19)	0	0	0,0	NA
Total des dettes financières	84 083 536	90 834 485	-6 750 948,9	-7%
AUTRES DETTES				
Redevables créditeurs (419)	15 311	20 950	-5 639,8	-27%
Dont avances reçues (4191)	0	0	0,0	NA
Fournisseurs d'exploitation (401, 4081)	5 341 827	5 180 563	161 263,5	3%
Fournisseurs d'exploitation - Effet à payer (403)	0	0	0,0	NA
Fournisseurs d'immobilisations (404, 4084)	1 425 809	1 257 486	168 323,4	13%
Fournisseurs - Différence de conversion (407)	0	0	0,0	NA
Personnel et comptes rattachés (42X)	10 986 506	10 477 516	508 990,7	5%
Sécurité sociale et autres organismes sociaux (43X)	7 831 822	7 495 375	336 447,0	4%
Etat et autres collectivités publiques (44X)	2 001 620	1 828 496	173 123,9	9%
Budgets annexes (45)	6 845 893	7 950 496	-1 104 602,7	-14%
Dont compte courant CNAMTS (45411)	6 752 495	7 950 496	-1 198 000,7	-15%
Débiteurs divers et créditeurs divers (46X)	7 470	20 456	-12 986,8	-63%
Comptes transitoires ou d'attente (47X)	523 030	134 650	388 379,8	288%
Produits constatés d'avance (487)	102 225	146 470	-44 245,3	-30%
Disponibilités				
Banques, établissements financiers et assimilés (5X)	360	15	344,6	2230%
Total autres dettes	35 081 872	34 512 474	569 398,3	2%
TOTAL PASSIF (II)	150 041 767	162 762 068	-12 720 300,1	-8%

COMPTE DE RESULTAT AU 31/12/2023

ACTUG01 - Activité Alsace

COMPTE DE RESULTAT (en €)	EXERCICE N	EXERCICE N-1	Variations	
			En €	En %
DAF / MIGAC	106 312 606	103 229 496	3 083 109,8	3,0%
Autres pdts tarification	15 162 307	14 395 478	766 829,1	5,3%
Autres produits	17 193 966	17 036 271	157 695,0	0,9%
Recettes d'activité	138 668 879	134 661 245	4 007 633,9	3,0%
Variation des stocks (en cours de production)	0	0	0,0	NA
Production immobilisée	26 556	134 182	-107 626,8	-80,2%
Subventions d'exploitation	568 672	20 877	547 794,5	2623,9%
Autres produits de gestion courante	2 015 322	1 107 683	907 638,8	81,9%
Reprise de provisions et transfert de charges	3 185 999	2 802 169	383 829,3	13,7%
Autres produits	5 796 548	4 064 912	1 731 635,7	42,6%
Produits d'exploitation	144 465 426	138 726 157	5 739 269,7	4,1%
Achats	11 365 633	11 086 541	279 092,8	2,5%
Variation stocks	420 601	-526 027	946 628,7	NA
Charges externes	17 573 415	16 583 700	989 714,8	6,0%
I & T sur salaires	8 817 229	8 572 866	244 363,1	2,9%
Autres I & T	957 789	890 366	67 422,7	7,57%
Salaires & Traitements	68 385 171	67 118 114	1 267 057,6	1,9%
Charges sociales	28 445 438	27 833 641	611 797,4	2,2%
Autres charges	686 928	856 613	-169 685,3	-19,8%
Dotations amortissements	6 930 249	6 836 685	93 563,8	1,4%
Dotations aux provisions	7 650 856	3 022 586	4 628 269,4	153,1%
Charges d'exploitation	151 233 309	142 275 084	8 958 225,1	6%
Résultat d'exploitation	-6 767 883	-3 548 928	-3 218 955,5	-91%
Produits financiers	333 291	55 906	277 385,3	496%
Reprise de provisions et transfert de charges s/éléments financiers	0	0	0,0	NA
Produits financiers	333 291	55 906	277 385,3	496%
Charges financières	15 059	16 572	-1 512,6	-9%
Dotations aux provisions s/ éléments financiers	0	0	0,0	NA
Charges financières	15 059	16 572	-1 512,6	-9%
Résultat financier	318 232	39 334	278 898,0	709%
Résultat courant	-6 449 651	-3 509 593	-2 940 057,5	-84%
Produits exceptionnels gestion	411 861	664 926	-253 064,9	-38%
Produits exceptionnels capital	61	283 648	-283 587,3	-100%
QP subvention rapportée au résultat	267 284	35 411	231 872,6	655%
Reprises de provisions exceptionnelles & transfert de c	190 000	190 000	0,0	NS
Report ressources non utilisées ex. antérieurs	0	0	0,0	NA
Produits exceptionnels	869 205	1 173 985	-304 779,7	-26%
Charges exceptionnelles gestion	534 831	808 055	-273 224,4	-34%
Charges exceptionnelles capital	0	0	0,0	NA
Dotations aux provisions exceptionnelles	2 937	247 015	-244 078,1	-99%
Engagement à réaliser s/ressources affectées	0	0	0,0	NA
Charges exceptionnelles	537 767	1 055 070	-517 302,5	-49%
Résultat exceptionnel	331 438	118 915	212 522,8	179%
Impôts	62 549	26 657	35 892,0	135%
Total Produits	145 667 923	139 956 048	5 711 875,3	4%
Total Charges	151 848 685	143 373 383	8 475 302,0	6%
RESULTAT NET	-6 180 762	-3 417 335	-2 763 426,7	-81%